

LA REBELLE

LE JOURNAL DE LIAISON DE L'HOPITAL

EDITO

LE 16 JUIN ET LES JOURS D'APRES ?

Camarades et collègues,
Grâce à notre engagement et notre mobilisation dans la lutte contre l'épidémie, nous sortons de la crise du Covid-19.
Nous le répétons : c'est l'investissement de l'ensemble des travailleur.euse.s hospitalier.e.s qui a permis, malgré le manque d'effectif, de lits et de matériel, aux hôpitaux de ne pas être en rupture complète au pic de l'épidémie. Dans les discussions, nous sentons que la journée du 16 juin de mobilisation des hôpitaux est attendue avec impatience. Dans de nombreux hôpitaux, les rassemblements et les manifestations ont commencé, sans attendre, dès le déconfinement du 11 mai. Ce sont des signes plus que positifs.
Prime inégalitaire, médaille et cérémonie d'hommage aux soignants le 14 juillet ne calmeront pas notre colère. Nous voulons un changement radical des politiques hospitalières.
Qu'attendre du Ségur de la Santé ? Nous restons méfiants. Cette promesse d'un plan pour les hôpitaux vient après d'autres plans qui n'ont rien changé à la misère de l'hôpital public. Ce n'est clairement pas dans le Ségur que l'on obtiendra satisfaction.
De toute façon, comment croire que, la minorité de capitalistes et leurs serviteurs politiques, ceux qui ont conduit le « monde d'avant » à la casse construisent un « monde d'après » autre qu'à leur disposition ?
L'annonce de la suppression de plus de 2000 emplois à l'usine Renault de Maubeuge ou les 850 000 chômeurs supplémentaires enregistrés à Pôle Emploi sont une démonstration que rien ne changera jusqu'à l'explosion sociale.
Le 16 juin est une date importante pour affirmer nos revendications pour l'hôpital. Nous avons l'occasion de la préparer dans nos services, d'en discuter, de poser les problèmes, trouver des solutions, décider...Bref de s'organiser collectivement. Car c'est comme cela que nous pourrions faire de cette journée vraiment la nôtre, et préparer les prochaines.
Victor Griffuelhes, ancien secrétaire de la CGT, avait raison quand il disait en 1904 que le travailleur devait « créer lui-même sa lutte » et « décider de ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de se libérer ».
Ayons confiance en nous-même et luttons soutenu.e.s par la CGT.

Les militants CGT



Non aux dons de de congés payés ! Oui aux soutiens dans la rue et aux grèves !

Les députés de l'Assemblée nationale ont voté le mardi 2 juin la loi permettant aux salariés de donner des congés payés sous forme de chèques vacances « au personnel soignant ».
Comme l'affirme le Collectif Inter-Hôpitaux, à très juste titre, « la crise du Covid-19 a certes impacté très fortement l'hôpital public, mais c'est l'ensemble des secteurs et des travailleurs qui ont été touchés ». Il rajoute à cela que « cette période de crise sanitaire n'est pas comparable à un temps de congés, que les travailleurs devraient rendre », propos qui prennent à contre-pieds bon nombre de commentateurs qui sont à des années lumières de savoir ce qu'a vécu le monde du travail en cette période.
Oui, l'hôpital se fout de cette charité organisée, qui plus est sur le dos des autres travailleurs. Ce que nous voulons, c'est que l'hôpital public soit financé à hauteur des besoins de la population pour nous assurer de bonnes conditions de travail, conditions nécessaires pour assurer un accueil de

qualité en toute sécurité de nos patients. Nous voulons l'annonce immédiate d'une véritable revalorisation salariale, condition nécessaire pour recruter le personnel nécessaire et la réouverture des lits fermés faute de personnel. Nous voulons de réels moyens pour travailler.
Oui, l'hôpital est un bien commun et nous appelons l'ensemble du monde du travail, la jeunesse (etc.) à venir nous soutenir le 16 juin, à poser un jour de RTT si besoin ou à se mettre en grève là où c'est possible.
Dans ce sens, nous accueillons avec chaleur l'appel à nous rejoindre des cheminots de Belfort/Montbéliard et « l'appel général à la grève » de la fédération CGT de la chimie qui propose d'imposer « une autre société que la simple réinitialisation de l'ancienne avec ses actionnaires qui décident de « où » et de « quoi » est fabriqué, avec pour seule boussole le profit. »
Que cette journée se transforme en mobilisation générale est un premier pas vers ce qui pourra nous amener à un véritable « Jour d'après ».

DANS CE NUMÉRO

#GEORGEFLOYD

CRISE ET PARTAGE DU TRAVAIL

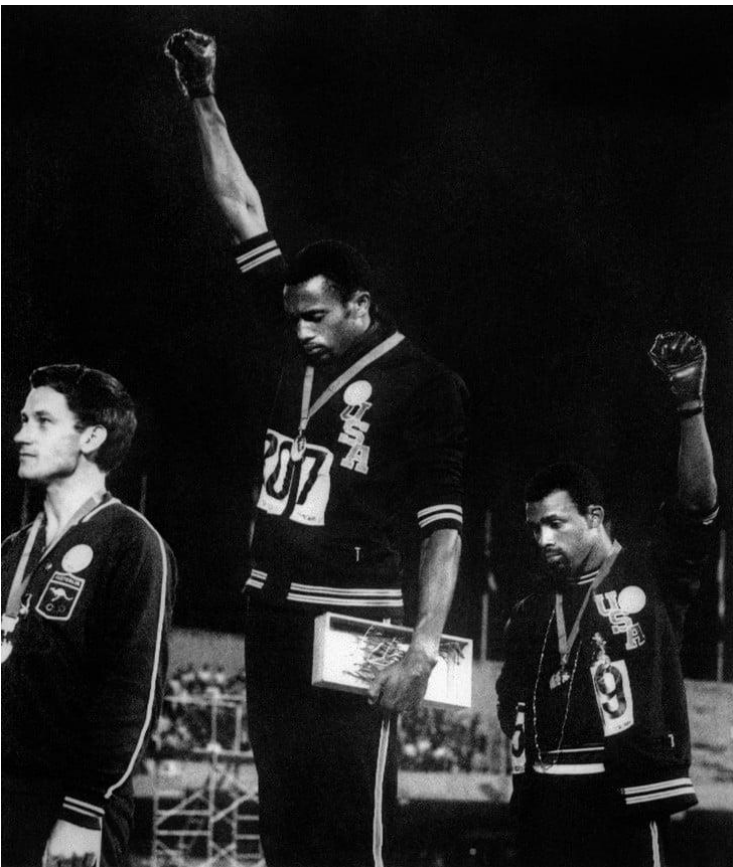
OVER DE SALAIRES D'OVAIRES

L'engagement des sportifs noirs américains

Le meurtre de George Floyd à Minneapolis en direct, par quatre policiers a fait l'effet d'un détonateur social aux USA. Des milliers de jeunes Noirs, des Blancs et des Hispaniques se sont mis en mouvement, malgré l'état d'urgence et le déploiement de la garde nationale, pour dénoncer les violences policières racistes conduisant, bien souvent à des non-lieux. Ce meurtre rappelle que l'oppression des Noirs n'a pas pris fin aux Etats-Unis ainsi que la longue lutte des Noirs pour leur émancipation. Retracer cette histoire serait trop long pour ces colonnes, car elle balaye trois siècles de résistance. Elle va des mutineries des Africains déportés, en passant par la révolution haïtienne de 1802 (dont le plus illustre représentant, Toussaint Louverture, a fini ses jours, pas loin, au château de Joux) qui a largement contribué à la fin de l'esclavage des Noirs, jusqu'au mouvement d'autodéfense armée, au mouvement des droits civiques et au Parti des Black Panthers. Les noms de Rosa Parks, Martin Luther King, Malcom X, Robert F.Williams, Mumia Abu-Jabal ou Angela Davis résonnent, au-delà des frontières états-uniennes. Les images récentes de personnes agenouillées, la tête baissée, pour protester contre les violences policières à l'encontre des Noirs et les meurtres racistes sont inspirées du geste du footballeur américain Colin Kaepernick. Ce geste fait, pour la première fois en 2016 au moment où se jouait l'hymne national des Etats Unis avant le match, a entraîné d'autres footballeurs et des basketteurs dans cette protestation. Il a aussi mis fin à sa carrière, les dirigeants du sport américain ne supportant pas ce défi. Ce geste rappelle Tommie Smith et John Carlos qui ont levé un poing ganté en baissant la tête sur le podium des jeux Olympiques en 1968 ; ce qui leur a valu l'expulsion du village olympique. Il rappelle enfin le boxeur Muhammed Ali, déchu de son titre de champion du monde en 1967, pour avoir refusé son incorporation pour la guerre au Vietnam avec sa phrase célèbre : « *aucun vietcong ne m'a jamais traité de nègre* ». Les émotions que dégagent cette histoire et cette réalité, qui provoquent tant de réactions et des manifestations internationalement, sont l'expression de la solidarité d'une classe : celle des exploités.



Eric Reid et Colin Kaepernick



Tommie Smith et John Carlos



Manifestation contre les violences policières

Au bas mot, 20 000 manifestants (chiffres préfecture) se sont rassemblés devant le tribunal de Paris, mardi 2 juin, bravant l'état d'urgence sanitaire et une interdiction préfectorale de manifester, contre les violences policières et le racisme en exigeant justice pour Adama Traoré. Ce jeune homme noir de 24 ans est mort en 2016 après une interpellation avec placage ventral où il « a pris le poids de nos corps à tous les trois », affirme l'un des gendarmes. Il s'en est suivi une succession d'expertises ordonnées par la justice. La dernière contre-expertise, diligentée par la famille, affirme l'hypothèse d'une responsabilité des forces de l'ordre dans sa mort. Le comité de soutien « Vérité pour Adama », à l'initiative de l'appel à manifester, n'a eu de cesse de demander justice et d'affirmer que bien d'autres étaient morts victimes de brutalités policières ciblées. Cette affaire est devenue un symbole des violences policières vécues notamment dans les quartiers populaires depuis des années, puis plus récemment, par de nombreux manifestants. La manifestation fait également écho à la mort de George Floyd comme en ont témoigné les nombreuses pancartes avec pour slogan « I can't breathe » ou « black lives matters ». Certes, nous ne connaissons pas une situation similaire aux Etats-Unis marqués par un racisme d'état, héritage de la ségrégation (où par exemple Michael Brown a pu être abattu de plusieurs balles alors qu'il avait les mains en l'air à Ferguson en 2014), mais l'affaire Adama interpelle. Car, elle met en perspective les violences de l'institution policière et son impunité, comme le dénonce par ailleurs Amnesty International, et qui ont poussé massivement, dans ce climat de contestation, tant de personnes à protester dans la rue.

De la crise sanitaire à leur crise économique

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a prévenu début avril que l'économie française allait toucher le fond en 2020. Selon ses propres termes, la crise est « *la pire récession* (Ndr : ralentissement de l'activité économique) *depuis la Seconde Guerre mondiale* ».

Si le recul du PIB, qui représente une partie des richesses créées dans le pays, pourrait atteindre 11 % pour l'année 2020, l'abondance de propos alarmistes (« *un des plus grands chocs économiques de l'histoire* », Guillaume Faury, PDG d'Airbus) a surtout pour objectif de nous faire avaler qu'il faudra que l'ensemble des travailleurs fasse des sacrifices, accepte des suppressions d'emplois massives, l'augmentation du temps de travail et des diminutions de salaire.

Pour rappel, toute une partie de la production et

des échanges se sont seulement arrêtés volontairement entre deux et trois mois. Les capacités de production de dizaines de pays n'ont pas été détruites comme durant la Seconde Guerre mondiale. Et l'accumulation de biens et de capitaux durant des années de croissance économique devrait permettre de tenir plusieurs mois sans la production de biens non-essentiels.

La crise exacerbe la concurrence entre une minorité de capitalistes qui possèdent l'essentiel des capitaux, des moyens de production, de transport et de distribution. Les plus gros s'en serviront pour écraser leurs concurrents. Et dans cette guerre, ce sont les travailleurs qui seront dépecés (sous couvert de chantage à l'emploi, etc.) pour savoir qui dominera tel ou tel marché.

Les Etats, derrière les grands discours, ne vont pas intervenir sans limites pour sauver les emplois, maintenir les salaires de la classe laborieuse ou sauver de la ruine les petits commerçants et les artisans. Chaque Etat interviendra pour soutenir ses capitalistes nationaux face à leurs concurrents.

L'Etat Français a garanti les affaires des actionnaires et des capitalistes à hauteur de 340 milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel de 12 millions de salariés. Et ces interventions vont continuer avec les « plans de relance ».

Ce n'est pas à la classe des travailleurs, qui seule produit tout, et dont nous faisons partie en tant qu'hospitaliers, de faire les frais d'un système économique irrationnel imposé par la classe capitaliste pour ses seuls profits.

Chômage : la santé recule quand la pauvreté et la misère progressent

Renault, Airbus, Air France, Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Daher, Derichebourg aéronautique...et la liste va encore s'allonger. Toutes les grandes entreprises, et leurs sous-traitants, annoncent des suppressions d'emploi pour les mois à venir.

Le massacre a déjà commencé comme l'attestent les 843 000 nouveaux privés d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) au mois d'avril, notamment les jeunes. Ces derniers sont en grande majorité d'anciens privés d'emploi de catégorie B et C, c'est-à-dire ceux qui ont eu une activité réduite les derniers mois, comme les intérimaires, les saisonniers ou les CDD.

Aujourd'hui, 4.5 millions de travailleurs sont privés d'emploi et si l'on compte l'ensemble des catégories, le nombre de chômeurs s'élève au bas mot à plus de 6.7 millions de personnes.

Ce chiffre, si on le compare avec celui de la population active (qui regroupe la population active ayant un emploi et les chômeurs) qui est estimée à 29.8 millions de personnes, montre l'étendue du chômage.

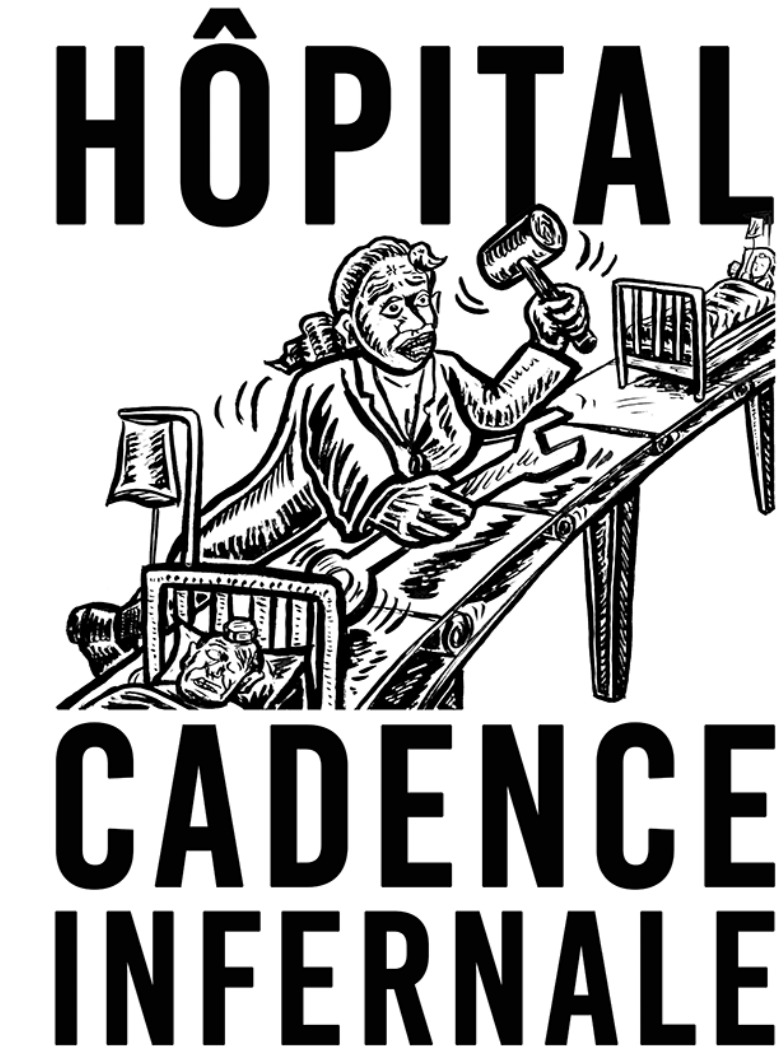
Mais derrière ces chiffres qui ont de quoi donner le tournis, ce sont des familles entières qui sont poussées vers la pauvreté et la misère. Et cette réalité sociale n'est pas sans conséquences pour la santé de la population comme elle est définie par l'OMS (« un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité »).

Au-delà du fait que chaque travailleur peut, un jour où l'autre, se retrouver privé d'emploi, la progression du chômage est le symptôme de toute la société qui recule. Le chômage n'est

pas un mauvais coup du sort, ou le fait d'une armée de fainéants.

Déjà au 19^{ème} siècle, Karl Marx décrivait : « *c'est dans l'intérêt absolu de chaque capitaliste de s'appuyer, pour une quantité donnée de travail, sur le plus petit nombre de travailleurs, plutôt que sur un plus grand nombre* ». Alors « *l'accumulation capitaliste [...] produit constamment, et à raison directe de sa propre énergie et de son expansion, une population relativement redondante des travailleurs, c'est-à-dire une population plus grande que celle des besoins moyens nécessaires à la valorisation du capital, et donc un surplus de la population* ».

Savoir que le chômage n'est pas une fatalité, mais bien une conséquence directe de l'organisation capitaliste de la société, permet d'aborder avec plus de clarté des solutions.



Dès à présent, répartir le travail entre tous : une revendication vitale

Diviser la société entre des millions de privés d'emploi condamnés au chômage et à la pauvreté et des millions de travailleurs condamnés à travailler sous la menace de congés amputés, de baisses de salaires, de journées et des semaines de travail rallongés : c'est le « plan de relance » du gouvernement et du grand patronat dans la droite continuité du « monde d'avant ».

Pourtant, même avant la crise du Covid-19, nous vivions dans notre chair l'absence de bras qui nous manquent cruellement à l'hôpital et partout où le travail est concentré sur le moins de personnes possibles.

Nos collègues de l'hôpital Saint Antoine (Ap-Hp) ont eu bien raison de faire tonner le slogan « *il y a trop de chômeurs à l'extérieur, trop de travail à l'intérieur* » à l'occasion du 1^{er} mai.

Pour pouvoir respirer au travail et apporter une solution au chômage, oui, il faut répartir le travail entre tous. Si l'activité est réduite, les cadences et le temps de travail doivent baisser avec les salaires maintenus intégralement.

Bien sûr cela à un coût. Mais les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé l'an dernier 80 milliards d'euros de profits. Soit l'équivalent de plus de 2 millions d'emplois payés 1800 euros mensuels, cotisations incluses.

« L'argent magique » n'existe pas, c'est vrai. Mais de l'argent pour répartir le travail entre tous, il y en a ! La preuve.

« INDISPENSABLES MAIS SOUS PAYEES »

La CGT sur son site « egalite-professionnelle.cgt.fr » est revenu sur l'enquête de Cash Investigation « Egalité Hommes Femmes : balance ton salaire » diffusée le 19 mai sur France 2. Cette émission se penche, entre autres, sur l'hôpital, composé en moyenne de 77.6 % de femmes. Nous vous proposons alors des extraits du retour de nos camarades.

Quel est le rôle de la crise sanitaire ? « La crise sanitaire a creusé les inégalités, invisibilisé les femmes de la parole publique, augmenté les violences intra-familiales, imposé une triple journée principalement aux femmes...et dans le même temps mis en lumière l'utilité sociale des emplois féminisés dans le secteur de la santé, de l'aide à domicile, du nettoyage, du commerce, de l'éducation... »

Pourquoi ces inégalités ? « Parce que les femmes occupent 80 % des emplois à temps partiels, que leurs carrières sont bloquées, qu'elles perçoivent moins de primes, et que les emplois féminisés sont dévalorisés. A ces inégalités salariales s'ajoutent la charge des tâches domestiques et familiales et les violences sexistes et sexuelles...Un système de domination contre lequel la CGT lutte au quotidien ».

Pourquoi les emplois à prédominance féminine sont-ils dévalorisés ? « Applaudies aux fenêtres pendant la crise, les infirmières sont le symbole de la dévalorisation des métiers à prédominance féminine. Ni la totalité des niveaux des diplômes [...], ni l'expertise et la technicité, ni le réel degré de responsabilité, ni enfin l'importance des contraintes physiques et nerveuses de ces emplois, ne sont reconnus, au prétexte qu'il s'agirait de compétences « naturelles » pour les femmes (aider, soigner, éduquer, nettoyer, écouter...) ».

Comme il est spécifié, les infirmières sont un symbole. Penser qu'il ne faudrait qu'augmenter les infirmières, comme on peut l'entendre, serait sombrer dans un corporatisme, excluant de fait bon nombre de femmes, en particulier les plus vulnérables d'entre nous. Cette dévalorisation est une problématique propre à tous les emplois à prédominance féminine.

Comment arriver à l'égalité salariale ? C'est un combat qui concerne aussi bien les femmes que les hommes. Ces différences et ces divisions sont toutes profitables pour maintenir une pression vers le bas de tous les salaires. Ce combat pour des salaires justes est alors un combat à mener ensemble, libérés de tous les préjugés qui nous tirent en arrière.



16 JUIN MOBILISATION DE L'HÔPITAL ET DE LA SANTE

PAS DE RETOUR A L'ANORMAL

10H PARKING FÊTE FORAINE
MANIF-AUTO DE SOUTIEN
EN DIRECTION DE L'HÔPITAL
12H PLACE CORBIS
RASSEMBLEMENT
PORT DU MASQUE ET GESTES BARRIERES INDISPENSABLES

NOUS CONTACTER,

Retrouvez toutes les informations concernant la journée du 16 juin :

- sur les tracts (CGT hôpital NFC et de l'union départementale CGT) diffusés dans les services
- sur notre Fb CGT Hôpital Nord Franche Comté

Si vous avez besoin d'un coup de main pour vous organiser dans votre service, vous pouvez nous contacter :

- par mail sur cgt@hnfc.fr
- par téléphone au 03 84 98 35 06 – poste 83506